

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en février 2014.

Il s'agit d'un article tiré de la revue « Autogestion et socialisme », cahier N°18-19, janvier-avril 1972, consacré aux anarchistes et à l'autogestion.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

Les collectivités espagnoles pendant la révolution (1936-1939)

Violette MARCOS-ALVAREZ

La guerre civile éclate dans une Espagne où foisonnent les archaïsmes et où l'élan donné à l'économie par la première guerre mondiale est brutalement stoppé par la crise de 29. Dans ce pays « sous-développé », 70 % de la population active trouve encore ses ressources dans le travail de la terre. L'industrie, en grande partie contrôlée par les capitaux étrangers, reste caractérisée par une localisation très forte. C'est dans ces deux faits que la Révolution puise son énergie, car l'union entre ce prolétariat urbain, peu nombreux mais concentré, et la petite paysannerie, à qui se posent les problèmes de structures de la terre, se construit à partir des incessants conflits sociaux, le plus souvent réprimés avec férocité, et surtout en conséquence à la hausse des prix qui frappe tous les travailleurs. Cette convergence d'intérêts explique pourquoi le mouvement d'autogestion englobe indistinctement l'agriculture et l'industrie.

À l'expérience directe des masses s'ajoutent, en la complétant et la prolongeant, les prises de position des organisations syndicales, et surtout celles de la plus puissante d'entre elles, la C.N.T.¹. En mai 1936, cette dernière tient son fameux Congrès de Saragosse et y adopte, comme programme et finalité, le communisme libertaire, dont les principes de base ont été développés quelques années auparavant, par le théoricien espagnol Isaac Puente². L'importance de la définition de conditions nécessaires à la transformation économique et sociale ne doit échapper à personne. Sans songer ici à exclure le rôle de l'U.G.T., les militants de la C.N.T. vont trouver dans le Congrès de Saragosse les données théoriques qui s'ajoutant à la pratique des grèves, à la propagande intensive, aux divers mouvements de masse, forgeront l'outil nécessaire à la prise en main rapide du processus économique et politique espagnol. Ainsi, armés, les travailleurs pourront spontanément se lancer dans le mouvement de saisie des terres et des usines. La centrale syndicale n'interviendra que pour donner un sens national à l'insurrection révolutionnaire. Concrètement, cette spontanéité à la base se traduit par le fait que l'appel à la reprise du travail lancé par la C.N.T. le 20 juillet, ne vient que souligner un processus déjà réalisé en maints endroits. À Valence, le Comité de grève des coiffeurs et barbiers, élu le 15 juillet, est transformé le 19 en Comité Révolutionnaire chargé de la saisie des boutiques.

Notons que si la Catalogne, par exemple, région la plus prolétarisée du pays, est une des premières à avoir raison des troupes insurrectionnelles, d'autres régions, telle l'Andalousie, seront condamnées à une lutte défensive qui limitera dans le temps et dans l'espace les tentatives autogestionnaires.

Et c'est justement la nécessité d'intensifier cette lutte contre le soulèvement factieux qui amène la C.N.T.-F.A.I. à s'emparer des secteurs clés de l'économie catalane : ravitaillement, transports, métallurgie, etc. Mais simultanément, l'obligation d'organiser les milices contraint la C.N.T. à établir « certaines relations » avec la bourgeoisie républicaine. Dès lors, l'application du programme, défini lors du Congrès de Saragosse, apparaît aux yeux de la C.N.T.-F.A.I. comme excessivement téméraire.

En conséquence, nous assistons à deux formes principales de prise en main :

¹ Solidaridad Obrera du 5 mai 1936, donne le chiffre de 559 294 membres.

² Isaac Puente, El comunismo libertario, 1932

- l'« incautación », la saisie qui voit l'usine devenir propriété pure et simple des ouvriers ;

- l'« intervención », où l'usine est contrôlée par le gouvernement et par le Comité Ouvrier.

Ces Comités ouvriers qui surgissent, plus ou moins spontanément selon les lieux, sont en majorité constitués par les militants syndicalistes de la C.N.T. et de l'U.G.T. (minoritaire en Catalogne). Ils se saisissent rapidement et sans rencontrer de résistance des entreprises dont les propriétaires sont en fuite où qui sont connus pour leurs sympathies fascistes. À la Section des Autobus de Barcelone, le déroulement des événements est exemplaire.

« Deux voitures s'arrêtèrent devant les portes donnant accès aux bureaux et aux garages situés à Campo Sagrado, à la Ronda de Pablo. Une douzaine d'hommes armés pénétrèrent dans le bâtiment, où ils ne trouvèrent qu'un seul employé. Le Décret émanant du Syndicat déclarant la « Incautación » est rapidement appliqué. Immédiatement, les équipes de gardes et de défense sont organisées. Des hommes partent ensuite vers la Cie Générale des Autobus SA du Centre Principal où se trouvent les bureaux et l'administration des tramways. Six autres personnes se dirigent vers les garages d'autobus, rue Almogavares à Pueblo Nuevo. Tous les bureaux sont déserts (les ingénieurs avaient fui ; le Directeur avait été arrêté la veille). La Cie Générale des Autobus SA de Barcelone est à son tour totalement saisie. « Les six ouvriers (C.N.T.) qui ont pénétré les premiers dans les bureaux forment aussitôt le Comité Révolutionnaire de Contrôle. Sur ce, les ouvriers accourent à la Cie Générale avec un enthousiasme délirant. Le décret d'« Incautación » est lu et approuvé par l'ensemble. Le Comité de Contrôle reste en place jusqu'à une prochaine Assemblée Générale. »³ ;

Au total, en Catalogne, dès l'échec du « Movimiento », 70 % des usines sont « incautadas » et se remettent à fonctionner. Dans la région de Madrid, 30 % des entreprises sont « intervenidas ».

En ce qui concerne l'agriculture, la confiscation des grandes propriétés est automatique. Dans les régions de petite propriété, diverses méthodes sont employées (notamment pour les rabassaires catalans). Le Congrès de Saragosse avait pour sa part proposé que toutes les propriétés de plus de 5 hectares soient expropriées. S'il ne fut question à aucun moment de collectiviser la terre par la force, cela ne veut pas dire que l'on incitait les paysans à rester ou devenir de petits propriétaires. Aussi leur fut-il interdit d'employer des salariés, et comme le paysan propriétaire seul ne pouvait guère cultiver qu'une petite surface la terre inexploitée était prise en main par les collectivités.

Il est difficile de chiffrer la superficie confisquée, cependant on peut se baser sur l'évaluation faite par l'Institut de la Réforme Agraire d'Espagne, qui relève 5 692 202 hectares de terres expropriées après 1936. Si l'on tient compte de l'importance croissante du territoire contrôlé par les troupes rebelles et des no man's land du front, la surface des terres désormais « libres » semble particulièrement élevée.

L'ORGANISATION DE LA GESTION DANS LES USINES ET LES TERRES AUTOGÉRÉES

Dès le début, dans les usines sont élus des Comités Révolutionnaires, ou Comités de Contrôle, parfois même des Comités Antifascistes. Tous ces termes sont, en 1936, quasiment synonymes. Ils signifient que tout le pouvoir, dans chaque lieu de travail, est confié aux représentants, élus et révocables à tout instant, de l'Assemblée Générale des travailleurs.

Le Comité est responsable de la bonne marche de l'usine devant les ouvriers et leurs syndicats. Que ce soit clans l'industrie ou dans l'agriculture, la cellule de base est toujours l'équipe. Chaque équipe choisit un responsable, sur le critère des capacités. Par exemple, la Cie Générale des Autobus de Barcelone déjà citée, devenue après l'« incautación » Autobuses G, possède deux responsables par atelier, auxquels s'ajoutent les deux responsables de l'administration élus par elle.

C'est l'ensemble de ces représentants qui forme le Comité Révolutionnaire. Pour tout acte relatif au fonctionnement de l'entreprise, deux signatures sont nécessaires : celle du responsable de l'administration et celle du responsable des ateliers. Périodiquement, les Comités, divisés en Commissions, se réunissent et donnent à l'ensemble des travailleurs un compte rendu de la marche de l'entreprise ou du travail. Ainsi, gestion et production restent aux mains des ouvriers. Aucune périodicité n'est fixée aux assemblées : elles se réunissent sur convocation du Conseil ou de quiconque qui, travaillant dans l'usine, en ressent la nécessité. Afin d'éviter la naissance d'une bureaucratie, les membres du Comité ne reçoivent aucune

³ Syndicat des Transports et des Communications, in *Les collectivités espagnoles pendant la Révolution*, Violette Marcos-Alvarez (inédit).

rémunération particulière et les labeurs qui incombent à leur charge doivent être réalisés en dehors de leurs heures de travail normales.

Cependant, il semble bientôt nécessaire (d'autant que les régions républicaines entrent dans une économie de guerre) d'opposer une organisation rationnelle à la mosaïque des structures antérieures. Les Comités des branches parallèles ou similaires se coordonnent. Ainsi, les Autobus G sont englobés dans le Conseil des Transports urbains de Barcelone. Ce Conseil est composé de un ou deux membres de chaque comité de section. Mais chaque section (et c'est là un des aspects les plus frappants du fédéralisme libertaire) garde son autonomie. Les décisions prises par le Conseil ne sont jamais impératives « de jure », quoique la situation de fait les rendit le plus souvent ainsi.

La structure de base des collectivités agricoles est calquée sur le même schéma. Au fur et à mesure que la C.N.T. donne plus de poids à sa politique gouvernementale, les Comités perdent de la force. Peu à peu, surtout dans les campagnes, ils furent remplacés par des Conseils municipaux dont le système représentatif est semblable à celui de la Généralité de Catalogne. Cependant, la forme, sinon le principe, des collectivités agraires est peu modifiée par cette transformation structurelle. À Jativa (province de Valence) par exemple, région essentiellement agricole, les collectivités surgissent entre décembre 1936 et janvier 1937. Le conseil municipal est alors composé par :

- 5 représentants élus de la C.N.T. ;
- 5 représentants élus de l'U.G.T. ;
- 1 communiste ;
- 1 républicain de gauche ;
- 1 républicain du parti autonomiste valencien⁴.

Selon les régions, des nuances plus ou moins grandes seront apportées. Ainsi l'exemple d'Alcoy (Alicante) suggère de nouveaux commentaires. Ici se sont directement les syndicats (et non les ouvriers et les militants, comme dans la région barcelonaise) qui prennent directement l'initiative du mouvement : d'une part la C.N.T. (17 000 affiliés à Alcoy en 1937) et d'autre part l'U.G.T. (3 000 à la même date). L'industrie y est totalement contrôlée par la C.N.T. (alimentation, construction, industrie textile, métallurgie, etc.). On voit le syndicat C.N.T. de l'industrie textile nommer lui-même un Comité de Contrôle. Malgré tout, chaque section élit un délégué qui participe à ce Comité. Pour l'achat des matières premières, un délégué est nommé lors d'une réunion plénière des Commissions.

Pour mieux indiquer la diversité des nouvelles structures, G. Leval cite le cas du Levant :

« Presque partout, dans le Levant, les collectivités sont nées sur l'initiative des syndicats des paysans du lieu ; mais elles ne tardèrent pas à constituer une organisation autonome.

« On maintient seulement un contact externe avec le syndicat qui constituait la jonction nécessaire entre collectivistes et individualistes.

« ... Au sein de la collectivité (...) il existait des commissions mixtes (syndicat-collectivité) comme par exemple celle qui est chargée d'acheter des machines, etc. »⁵.

Nous nous en tiendrons ici à ces quelques exemples, qui sous des aspects différents montrent que selon le degré d'implantation de la C.N.T. avant 36, les collectivités se créent, plus ou moins impulsées par elle et plus ou moins freinées par le gouvernement. Ces collectivités sont parfois un prolongement aux mouvements de saisie de 31-34.

Du mois de juillet au mois de septembre-octobre, la présence et la force des révolutionnaires dominent la vie politique et économique du pays. Le gouvernement est paralysé, la dualité des pouvoirs atteint son point culminant. C'est à ce moment-là que le problème de l'Etat, du politique, est posé dans toute son ampleur.

La C.N.T., en repoussant la perspective de « dictature du prolétariat », en arrive⁶ à refuser l'implantation du communisme libertaire en Catalogne, au nom du conflit : guerre ou révolution. Le puissant courant favorable à la poursuite antifasciste provoque des revirements et crée une contradiction, non résolue, avec la force révolutionnaire des collectivités, force que ne peut démentir la C.N.T.

L'U.G.T.⁷, tout en maintenant ses positions socialisantes, se range la plupart du temps sur la ligne de la

⁴ Gaston Leval « *Né Franco, né Stalin : la collectivita anarchiche spagnole nella lotta contra Franco e la reazione staliniana* », 1952

⁵ Op. cit.

⁶ *Solidaridad Obrera* du 21 juillet.

⁷ Sur les attermoissements de la centrale syndicale socialiste qui expliquent son influence grandissante

C.N.T., en ce qui concerne les réalisations révolutionnaires.

La guerre place les problèmes de ravitaillement au premier rang. La nécessité des échanges internationaux donne l'avantage politique à l'U.G.T. qui contrôle les banques et la réserve d'or espagnol. Ceci s'ajoutant à la collaboration gouvernementale de la centrale anarcho-syndicaliste, ne fait que renforcer le processus de reprise en main par le gouvernement Largo Caballero, qui à partir des mois de septembre-octobre 1936, a pratiquement retrouvé ses forces. On peut presque dire qu'en septembre 36 la révolution anti-étatique, voulue par la C.N.T., a échoué⁸. Tout va alors aller très vite.

Le 27 août 1937, la Généralité de Catalogne, décrète la syndicalisation forcée des paysans catalans. Le 11 août, le Conseil Économique de la Généralité vote le « Décret de collectivisation des industries, des commerces et du contrôle des entreprises particulières »⁹.

Certes, le décret passe presque inaperçu ; il montre cependant que, face à la nouvelle légalité révolutionnaire, l'État reprend pied. Peu à peu, le gouvernement aura la mainmise sur l'industrie, recouvrant ainsi le contrôle économique et donnant aux réalisations révolutionnaires un ton impératif qu'elles n'avaient pas, leur enlevant en même temps toute radicalité. Nous n'en voulons pour exemple que la composition du Conseil Général de l'Industrie, qui par décret contrôle l'industrie catalane :

- 4 représentants du Conseil d'Entreprise ; celui-ci est nommé par les travailleurs, mais il a en son sein, un « contrôleur » désigné par le Conseil Économique de la Généralité ;
- 3 représentants des centrales syndicales ; nommés directement par la C.N.T. et l'U.G.T. ;
- 4 techniciens nommés par le Conseil Économique ;
- 1 représentant de ce Conseil Économique de Catalogne, qui préside l'assemblée.

Le calcul est fort simple : la représentation directe des ouvriers est devenue minoritaire face au gouvernement et aux syndicats ; d'autant plus que ces derniers tendent vers une politique qui leur est commune avec la Généralité. Ainsi, le décret de collectivisation, déjà cité, est l'œuvre de José Tarradellas et de Joan P. Fabregas qui est, à la fois, Conseiller Économique de la Généralité et membre de la C.N.T. Le 27 septembre 1936, la C.N.T., elle-même, rentre dans le gouvernement.

Cependant, dans la réalité des faits, les conquêtes révolutionnaires s'élargissent. Les notions de salaire, de profit, termes essentiellement capitalistes, sont peu à peu, sinon abolis, du moins vidés de leur sens.

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

L'avance des troupes du gouvernement de Burgos se traduit, au niveau de la distribution, par le blocage de certains produits : 2/3 du blé espagnol, 50 % du maïs, 85% du coton, 90% du sucre... Dès juillet 1936, la rareté des produits agricoles met en péril la balance des prix. Cette crise latente est aggravée par la quasi-disparition, en septembre 37, des matières premières textiles. En octobre, les produits chimiques et le charbon de la région cantabrique n'alimentent plus le marché républicain : la tonne de charbon asturien passe alors de 45 pesetas (avant la guerre) à 150 (février 37).

Une analyse des indices de production des secteurs métallurgistes, textiles et chimiques catalans montre que la métallurgie, si elle connaît une croissance liée aux industries de guerre, subit, dès juin 37, un mouvement descendant. Quant au textile et à la chimie, ils se maintiennent, tout en ayant une activité réduite.

La production agricole suit une courbe parallèle. En Catalogne, si les plantes industrielles sont stables, par contre les céréales sont en baisse. La production horticole connaît, grâce à l'aide apportée par les collectivités du Levant, un accroissement notable.

Le contrôle des banques et de l'or par le gouvernement, le manque de garantie de la monnaie d'avant-guerre, le départ des capitaux étrangers, tout ceci provoque l'inflation : la peseta, sur le marché de Paris, passe de 86,35 (janvier 37) à 32,20 (janvier 38).

La hausse des prix s'accélère en conséquence ; ainsi, les prix des subsistances vont de l'indice 193,7 (juillet 36) à l'indice 415,3 (juillet 37) pour atteindre, en février 39, le chiffre énorme de 687,8 !

auprès de la petite paysannerie et de la bourgeoisie cf. B. Bolloten, *Las izquierdas y la lucha por el poder*, 1962.

⁸ Peu de témoins ont perçu cela. Sauf l'anarchiste C. Berneri (*Guerre de Classes*, mai 1938) qui, avec une étonnante acuité, l'a vainement dénoncé.

⁹ J. Peitrats, *La C.N.T. en la Revolución Española*, 1953. On trouve une traduction française du décret chez V. Marcos-Alvarez, op. cit.

Simultanément, les salaires doublent, les cheminots touchent 10 pesetas quotidiennes contre 5 avant la guerre.

Le déséquilibre économique et financier s'accroît avec les incertitudes pesant sur le commerce extérieur. La fermeture des marchés occidentaux met la balance des échanges en péril. Pour tenter d'enrayer ce mouvement, la C.N.T. se propose d'établir le monopole syndical sur le commerce extérieur. Mais son attentisme, ses hésitations, en ce domaine comme ailleurs, renforcent le pouvoir d'État, et le 21 août 1936, la Généralité se saisit du contrôle du commerce extérieur catalan.

Les répercussions de tous ces phénomènes sur les zones autogérées vont être énormes :

- la crise économique et financière, conséquence de la guerre, empêche le plus souvent d'appliquer des solutions radicales, en ce qui concerne les salaires ;
- le monopole gouvernemental sur le commerce extérieur oblige les collectivités à envisager une distribution autogestionnaire à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des banques par le gouvernement, lui permet de bloquer les crédits qui auraient pu être accordés aux collectivités. Celles-ci devront donc trouver des moyens d'autofinancement.

Partout et toujours surgit un dualisme, de plus en plus exaspéré, entre l'autogestion et le gouvernement Caballero.

POLITIQUE DES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS

Si la formule « à chacun selon ses besoins » est connue de tous les collectivistes, ou peu s'en faut, elle ne peut être appliquée que de façon fort inégale. De même, la volonté de supprimer l'un des instruments de l'exploitation capitaliste, la monnaie, ne se concrétisa que très localement.

La région dont les réalisations s'approchent le plus des finalités communistes libertaires est incontestablement l'Aragon. Là, aucun argent ne circulait au sein des collectivités. À Penalba, l'argent est d'abord totalement aboli, puis on rétablit une rétribution. Comme en de nombreux endroits, elle prend la forme d'un salaire familial uniforme :

- 25 pesetas hebdomadaires par producteur ;
- 35 pour les couples qui ne comptent qu'un seul producteur ;
- et 4 pesetas de plus pour chaque enfant à charge.

Ce « salaire » est perçu sous forme de bons (« vales ») qui peuvent être échangés contre des produits vendus par la collectivité. Ces bons ne sont valables qu'un certain temps (un mois le plus souvent). Si au bout de ce temps ils n'ont pas été utilisés, le travailleur doit donner ce « surplus » en échange d'un objet fourni par la collectivité (dans la réalité, l'offre sera toujours aussi minime que la demande), sinon la collectivité reprend le bon. Ainsi est évitée la thésaurisation de capitaux, accumulation propre aux structures de classe. En outre, certains produits et certains services sont gratuits : loyer et électricité à Calanda (Aragon), pain à Barbastro (Aragon)...

Pour les produits et matières premières vendus ou achetés à l'extérieur de la collectivité, l'argent est maintenu. Ces achats et ces ventes sont faits par le Conseil sur proposition de l'assemblée générale.

En dehors de l'Aragon, les autres régions connaissent une disparité des taux des salaires, qui restent cependant basés sur le système familial.

À Binefar (Levant), la collectivité qui groupait 32 villages fixe les salaires ainsi :

- 24 pesetas hebdomadaires par producteur ;
- 30 pour les couples qui ne comptent qu'un seul producteur ;
- et 3 pesetas de plus par enfant de moins de 10 ans.

À Jativa (Valence), la collectivité, plus riche, rassemble 700 familles rétribuées :

- 49 pesetas hebdomadaires par producteur ;
- 77 par couple (un seul producteur) ;
- 71 17,5 par enfant.

Mais si les chiffres varient surtout selon les possibilités d'écoulement de la production, le système reste le même. D'une façon générale, bien que peu à peu, les femmes occupèrent les places des hommes partis au front, leur salaire resta plus bas que celui des hommes (le plus souvent la moitié du salaire masculin). Si les révolutionnaires détruisaient les églises (le plus souvent ils s'en servaient d'ailleurs comme entrepôts), le christianisme affirmait encore sa présence dans le quotidien. On assiste, par contre, à une valorisation des enfants. L'âge de scolarisation est prolongé jusqu'à 14 ans. L'enfant dans son bas âge reste à charge de

l'ensemble de la collectivité.

La situation en Catalogne est un peu différente. La suppression de la monnaie dans les usines autogérées ne peut se faire aussi facilement que dans les campagnes.

En juillet 1936, la Généralité avait, assez démagogiquement, décrété la semaine de 40 heures et une augmentation de 15% des salaires. Ces mesures sont surtout appliquées dans les usines « intervenidas ». En fait, les nécessités de la guerre accrurent le temps de travail, que ce soit dans l'agriculture, où les paysans se chargent après leurs travaux de ravitailler une partie des troupes du front, que ce soit dans l'industrie, où il n'est pas rare de voir les ouvriers quitter leur travail à 18 heures pour se rendre dans les usines d'armement jusqu'à minuit. En aucun cas, ce surplus de travail n'est rémunéré ; il est impossible de cumuler deux salaires.

Les travailleurs collectivistes abandonnent les pratiques individualistes du travail à domicile et à la tâche. À long terme, la C.N.T. prévoyait la nécessité de concentrer les entreprises et par là de supprimer les métiers artisanaux isolés.

Face aux contraintes d'une économie de guerre, la tendance au nivellement des salaires s'affirme dans l'industrie. Mais le manque de techniciens, et surtout le scepticisme politique qu'on leur attribue, rend cette réalisation assez difficile partout et de la même façon. Leur collaboration est achetée à prix fort. Dans un premier temps, cependant, on abaisse leur salaire. Dans la collectivité « Eau, Gaz, Electricité » de Catalogne, les salaires des techniciens qualifiés passent de 3 300 pesetas par mois avant la guerre à 1 000 pesetas en 1937. Dans l'organisation sanitaire syndicale catalane, un médecin perçoit en 1937 500 pesetas mensuelles pour trois heures de travail quotidien. Le travail fait en marge de l'hôpital n'est pas rémunéré. Dans le même hôpital, un ouvrier manuel gagne 350 à 400 pesetas par mois pour 7 heures de travail quotidien. L'éventail des salaires reste donc assez ouvert. Ainsi, un technicien des chemins de fer Madrid-Alicante perçoit un salaire mensuel de 750 pesetas alors que les ouvriers touchent, quelle que soit leur qualification, 350 pesetas par mois. Salaire familial sous forme de bons d'achat dans l'agriculture, tendance au resserrement de l'éventail salarial dans l'industrie sont les éléments essentiels de la nouvelle politique salariale.

LE TRAVAIL ET LA PRODUCTION

Les mêmes principes, rationalisation et simplification, sont appliqués au travail et à la production. Les « Autobuses G » créent deux nouveaux modèles d'autobus tandis qu'à Valence, la collectivité des coiffeurs-barbiers réduit de 10% le nombre de salons. Des barrages sont construits près de Flix (Catalogne) pour alimenter la Compagnie « Eau, Gaz et Electricité ».

Une rationalisation analogue touche les tarifs des services publics. Ainsi, les billets sur les tramways barcelonais variaient, avant guerre, selon la distance, entre 0,10 et 0,40 pesetas. Après le 19 juillet, ils sont fixés à 0,20 pesetas pour tous les parcours et le tarif de nuit est supprimé. En outre, les travailleurs de la compagnie avaient le transport gratuit sur toutes les lignes. En décembre 1935, les entrées comptables de l'entreprise s'élevaient à 2 356 670,60 pesetas. Un an après elles atteignent 2 653 930,85 pesetas. Le bilan total de l'entreprise permet de voir la forte somme consacrée à l'amélioration technique des autres lignes : métro, funiculaire,...

Les transformations techniques ne se limitent pas au domaine industriel. Les collectivités agricoles, en particulier celles du Levant, apportent d'importantes améliorations. De nouvelles bonifications et irrigations permettent d'accroître les surfaces exploitées. À Jativa (Valence), 74 hectares de terre jusqu'ici incultes sont à présent exploitées. Dans cette collectivité, G. Leval¹⁰ (10) donne le bilan comptable suivant :

« Les salaires basés, comme nous l'avons vu, sur le salaire familial atteignent, 1 199 247,65 pesetas par an. Valeur de la production de :

34 hectares d'orangers (3000 pieds par hectare) : 1 020 000 pesetas

72 000 kg de riz 252 000 pesetas

280 hectares de terres irriguées 1 680 000 pesetas

280 hectares de terres dites incultes 330 000 pesetas

Total 3 282 000 pesetas ».

¹⁰ Op. cit.

Si l'on déduit les salaires et les sommes investies dans les achats faits par la collectivité (la nature des investissements n'est pas ici signalée) il reste une réserve de 400 000 pesetas.

Ce genre de bilans est malheureusement très rare. Cependant, on a pu relever que dans les réponses faites par les collectivistes aux questionnaires de la C.N.T. en septembre-octobre 1936, tous ces militants notent : « la production augmente ».

S'il est hasardeux de généraliser le petit nombre d'exemples connus, on peut malgré tout avoir une idée de ce que peut être la notion de « besoin » dans une société socialiste. Tous les questionnaires, toutes les informations, indiquent que les assemblées générales de travailleurs se montrent « assez insouciantes » à l'égard de ce qui était considéré, avant guerre, comme un besoin, sinon une nécessité. À ceci vient s'ajouter la notion de solidarité qui n'est pas un vain mot dans la plupart des collectivités. Il semble alors, que de plus en plus, la valeur d'usage supplante la valeur d'échange. Le seul aspect économique ne suffit pas à décrire l'importance des collectivités ; l'homme tend à se dégager de sa carapace d'« homme économique » des sociétés capitalistes.

STRUCTURE DES ZONES COLLECTIVISÉES

Pour prendre réellement leur sens, les collectivités sont amenées à se généraliser, à s'étendre. De secteur privilégié, elles doivent tendre à devenir totalité. Les nouvelles structures qu'elles créent vont se dresser parallèlement à celles des syndicats. Dans certains secteurs leur différenciation est difficile, d'autant plus, que la politique de la C.N.T. va de plus en plus vers le contrôle des collectivités¹¹.

Si l'organe essentiel de la production et de la gestion est le Conseil de collectivité élu par l'ensemble des producteurs, il existe aussi les syndicats dont le rôle est de coordonner l'ensemble de la vie économique : « L'organisation du travail doit se trouver entre les mains des syndicats industriellement organisés, dans les conseils communaux, en évitant la collectivisation partielle des entreprises, ce qui constituerait une négation profonde de l'esprit de socialisation... »¹².

La structure des zones collectivisées est donc la suivante. À la base, les « comarcales », assemblées qui groupent les représentants des syndicats locaux et les collectivistes élus par plusieurs villages d'une région donnée. La « comarcal » centralise la production, se charge de la distribution et de l'établissement des statistiques. Pour mieux saisir ce rôle, examinons le cas de la collectivité groupant le trafic ferroviaire Madrid-Barcelone. Lorsque le fonctionnement de cette ligne fut rétabli et « contrôlé », le premier problème qui se pose est celui de la coordination de tout le trafic dans la zone républicaine. Un comité central (comarca) est créé à Barcelone. Il représente l'ensemble des travailleurs des lignes catalanes, et est composé de 6 membres : 1 président, 1 secrétaire, 1 délégué pour chacune des trois sections et 1 délégué chargé des achats. Celui-ci doit pourvoir la collectivité en matières premières, combustible, matériaux de construction. Les délégués des sections ont la responsabilité de la gestion, du trafic, du contrôle, des statistiques, du commerce, du matériel des ateliers, des voies et des gares. À Barcelone, le Comité possède un magasin central et des succursales chargées de fournir les articles courants, dispersées sur toute la Catalogne. Il n'était donc pas toujours nécessaire, pour obtenir un objet quelconque, de s'adresser à la Comarcal ; seuls les appareillages les plus importants relevaient d'elle. Mais le problème essentiel est d'étendre le système de gestion directe à tout le pays. Pour cela sont créées les Fédérations Régionales.

Les comarcales envoient leurs représentants élus au centre provincial où siège la Fédération. La Fédération du Levant, par exemple, groupe 500 collectivités et sections du syndicat. Ces collectivités, elles-mêmes groupent 54 villages. Le comité de la Fédération est nommé annuellement, lors du congrès, et il est responsable devant ce dernier. La base (collectivité) reste celle qui prend les décisions et qui les exécute. Cependant, le comarcal permet d'éviter la création de stocks improductifs, de bénéfiques. Ainsi le comarcal de Binefar (Aragon) centralise les échanges de 32 villages et, d'octobre à décembre 1936, la quantité de produits comptabilisés y atteint une valeur de 5 000 000 de pesetas. Ces produits servent alors à ravitailler les colonnes de Durruti, Ascaso et Ortiz.

Dans toutes les zones collectivisées, une tendance s'amorce pour la création de Fédérations Nationales, et c'est en juin 37 qu'est créée la Fédération Agricole Nationale qui groupe tous les paysans syndiqués ou

¹¹ Pour l'importance numérique des collectivités se référer à F. Mintz, *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, 1970.

¹² Texte publié en 1937 par la C.N.T. et cité par J. Peirats, op. cit., tome 3.

sympathisants. Le 15 janvier 1938, à Valence, se tient le premier Congrès Économique National avec l'ensemble des fédérations industrielles et agricoles. Le but du Congrès est de construire une planification administrative de l'économie confédérale. Les entreprises industrielles et agricoles seraient alors directement aidées par le Conseil National de l'Économie. Il faut bien voir qu'en 1938, l'importance numérique de la C.N.T. s'accroît et que cette centrale est présente dans toutes les collectivités et est la seule au Conseil Économique National.

À ces transformations techniques et structurelles, il faut ajouter le développement de l'entraide sociale (surtout en Catalogne) et l'évolution de l'éducation.

Si les collectivités représentent la véritable force révolutionnaire, et si la C.N.T. joue un rôle des plus ambigus, elles ne peuvent que rencontrer une opposition féroce de la part de nombreux secteurs.

Cette lutte prend deux aspects : attentiste de la part de l'État, des pays européens, des classes moyennes ; active de la part du Parti Communiste Espagnol et aussi de l'État.

LA LUTTE CONTRE LES COLLECTIVITÉS

L'État

Par essence, les collectivités mettent en question la notion même d'État. L'autogestion avive toutes les contradictions. Le problème de l'État, en tant que représentant que se donne la classe dominante, se pose dès l'instauration des structures autogestionnaires. La dualité des pouvoirs n'existe pas, comme nous l'avons montré, les premiers mois, car déjà l'État dépérit : son autorité contraignante et ses institutions sont vides de tout pouvoir. La grande-bourgeoisie et la noblesse qui avaient en main toute la vie active du pays avant la Révolution, ont perdu pied devant la poussée des travailleurs. Mais le fait que la C.N.T., devant le problème posé par la guerre, refuse de liquider totalement l'État apparaît comme l'élément (ou l'un des éléments) qui revalorise à long terme ce dernier. À partir de ce moment-là, les classes opposées à la révolution sociale prennent force et trouvent un point d'appui au sein du Gouvernement.

Les classes moyennes

Déjà, la rationalisation du commerce intérieur dans une perspective fédéraliste est une des armes contre le marché noir et les spoliations de toute sorte. Les collectivités se heurtent donc à tous les aspects économiques qui sont aux mains de la classe moyenne (petite-bourgeoisie et petite-paysannerie propriétaire). Toute la force de ces groupes sociaux résidera par la suite dans leur alliance avec le Parti Communiste espagnol et avec l'Esquerra Republicana, comme l'a très bien montré B. Bolloten¹³.

La position de la C.N.T. concernant la classe moyenne, est définie plus clairement lors du Pleno régional (Valence). Là, Tomas Cano Ruiz déclare :

« Une fois disparue l'actuelle guerre et une fois gagnée la bataille contre le fascisme, nous supprimerons la petite propriété, quelle qu'elle soit, et nous intensifierons et augmenterons la socialisation et la collectivisation. »

Dans la mesure où la C.N.T. lutte dans ses perspectives, elle s'oppose dans toutes ses réalisations au P.C.E.

Le 3 août 1936, « L'Humanité », à la requête du P.C.E., écrit :

« Le peuple espagnol ne lutte pas pour l'établissement d'une dictature du prolétariat..., il ne connaît qu'un but : la *défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété.* »¹⁴.

On voit donc en quoi les deux positions sont antagonistes.

Mais la lutte ne peut devenir ouverte qu'à partir du moment où les positions internationales au sujet de l'Espagne furent claires.

Le contexte international

Il ne s'agit pas ici de faire une étude détaillée, mais d'apporter uniquement les éléments nécessaires à la compréhension du problème.

La reconnaissance « de jure » du Gouvernement de Burgos par les Allemands et les Italiens est effective

¹³ Op. cit.

¹⁴ Souligné par nous.

dès le 18 novembre 1936. Mais en fait, Rome et Berlin (et le gouvernement Salazar) aident Franco effectivement depuis longtemps déjà.

La gauche française et son équivalent anglais ne cessent de proclamer leur attachement à la paix, attachement qu'ils ont montré par leur acceptation du réarmement allemand et de la militarisation de la Rhénanie.

Le principe de la non-intervention est enfin admis, et le 20 avril 1937 entre en vigueur le contrôle terrestre et naval des produits envoyés en Espagne. Mais tous déjà savent que la non-intervention est un leurre. La formation de l'axe Rome-Berlin et la signature du Pacte Antikomintern démontrent que la guerre d'Espagne n'est qu'une « répétition générale ».

L'U.R.S.S., après avoir adopté la neutralité jusqu'en octobre 1936, se tourne alors contre Franco.

Mais la notion, soutenue par Staline, du « socialisme dans un seul pays », refuse toute révolution extérieure. À cela il faut ajouter que le capitalisme d'État soviétique, dès 1925, est devenu compétitif. Il entre alors en concurrence avec les capitalismes privés occidentaux. D'autre part, le désir de maintenir le statu quo européen, de maintenir la confiance des « millions » de militants dans la force révolutionnaire « soviétique », feront que l'U.R.S.S. rentrera dans le conflit. Mais évidemment son aide sera apportée non aux réalisations révolutionnaires mais au gouvernement de « front populaire » c'est-à-dire finalement, à la petite-bourgeoisie et à la démocratie libérale. Ceci explique directement la position du P.C.E. et du P.S.U.C.¹⁵ :

- soutien de la « démocratie bourgeoise », et donc augmentation du rôle et des pouvoirs du gouvernement
- lutte contre toutes les tentatives autogestionnaires ;
- soutien de la petite-bourgeoisie seule capable de restaurer légalement l'État, et pour cela dévier les perspectives révolutionnaires vers des principes et structures antifascistes.

Nous n'avons retenu ici que les éléments les plus caractéristiques, afin d'apercevoir, derrière toutes les phraséologies, les réalités et les intérêts qui s'opposèrent.

La lutte effective contre les collectivités prit des aspects très différents :

- au niveau du crédit

Le Gouvernement ne débloquent jamais l'argent demandé par les collectivités. La création des Caisses de Solidarité, organisées par les Fédérations, répondait à ces besoins. Malheureusement, le fait que la C.N.T. n'ait jamais résolu le problème de l'or et des banques, engendra constamment des problèmes.

Parfois, l'emprise du Gouvernement apparut dans les actes de saisie. Ainsi, le 15 mars 1937, des heurts violents opposent pour la première fois, forces gouvernementales et forces collectives à Sueca (Levant), lorsque l'État tente de s'approprier le monopole de l'exportation des oranges.

- au niveau des réalisations

Comme l'a très bien montré G. Brénan, la position du P.C.E. est précise :

« Les communistes ne s'opposèrent pas seulement à la marée des socialisations, ils s'opposèrent à presque toute forme de socialisation. Ils ne s'opposèrent pas seulement à la collectivisation des lopins des paysans, ils s'opposèrent avec succès à toute politique déterminée de distribution des terres des grands propriétaires terriens... Ils ont non seulement tenté d'organiser une Police active, mais montré une préférence délibérée pour les forces de police de l'ancien régime tellement haïes par les masses. Ils ont non seulement brisé le pouvoir des Comités, mais manifesté leur hostilité à toute forme de mouvement de masse, spontané, incontrôlable... »¹⁶.

Les exemples sont certes nombreux et vont de la politique faite en faveur de Giral aux journées de mai 1937 à Barcelone. Mais contre les collectivités mêmes, l'action des militants du Parti fut réelle. Donnons quelques exemples.

Au début de 1937, la collectivité d'Albalate de Cinca qui compte alors 200 familles vit arriver la Colonne Karl Marx. Celle-ci détruisit le matériel agricole et fit cinq détenus. Les dégâts stoppèrent la production pendant deux mois. En Aragon, ces actions furent très fréquentes. Dès le mois de juin 37, des collectivités furent pillées (Barbastro). Le commandant Lister (membre du P.C.E), à la tête de sa division, se spécialisa dans le sabotage des réalisations autogestionnaires. Le 22 octobre 1937, au Congrès National des

¹⁵ Le Parti Socialiste Unifié de Catalogne groupe communistes et socialistes catalans (créé le 24 juillet 1936).

¹⁶ G. Brenan, *The Spanish Labyrinth*, 1943.

Paysans, la délégation du Comité Régional d'Aragon présente un rapport très éloquent :

« Plus de 600 organisateurs de collectivités ont été arrêtés. Le Gouvernement nomma des Comités de Gestion qui s'emparèrent des magasins de vivres et distribuèrent leur contenu au hasard.

« Les terres, les animaux de trait et les instruments de travail furent rendus aux familles (petits propriétaires) ou à des fascistes que la révolution avait épargnés.

« Les récoltes subirent le même sort. Un grand nombre de porcheries, d'étables et de laiteries communes furent détruites. Dans certaines communes comme Bordou et Calaceite, on prit même les semences si bien que les paysans en manquent maintenant pour travailler les terres. »

On peut voir ainsi quels sont les éléments qui s'opposèrent au processus révolutionnaire.

Le problème de l'État ne fut pas résolu, dès les premiers instants, par la C.N.T. Le fait que, par la suite, des militants anarcho-syndicalistes participèrent au Gouvernement n'est que la conséquence directe de cela. Différentes raisons (structures pré-révolutionnaires de la C.N.T. plaquées ensuite en période révolutionnaire ; rôle du syndicat en tant qu'organe revendicatif non approprié à une lutte révolutionnaire, et par là élément de frein), font que la Centrale syndicale, comme toutes les centrales syndicales, ne pouvait que stopper le mouvement autogestionnaire.

Ce conflit incessant entre la « direction » des masses et la spontanéité de celles-ci tourna encore une fois au profit du capitalisme.

Mais ce schéma serait certes très partiel si on omettait de parler de la guerre et de ses contraintes.

La prise de position sur la non-intervention fut un des éléments qui contribuèrent au blocage économique, à l'accroissement de la crise. Mais cette pratique amena aussi la possibilité pour les puissances fascistes d'expérimenter leurs armes et surtout de s'offrir, à peu de frais, un gouvernement allié dans la péninsule ibérique.

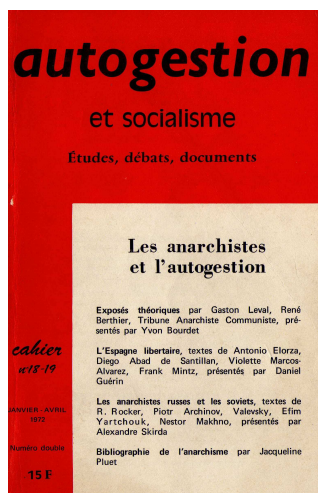
Nous avons essayé de montrer la plupart des aspects essentiels des réalisations révolutionnaires.

Mais au-delà, il s'agit de voir aussi l'élan qui a poussé le prolétariat à faire la révolution dans un but non simplement économique, mais surtout pour redonner un sens réel au mot « liberté ».

C'est pourquoi les méthodes employées — autogestion, fédéralisme — correspondaient étroitement à ce but, dans la mesure où, à chaque instant, la liberté individuelle dans la responsabilité collective était réaffirmée dans la réalité.

Ces thèmes révolutionnaires, détournés par les régimes bourgeois, condamnés par les régimes fascistes, combattus violemment par le capitalisme d'État, restent cependant essentiels. Dans chaque période révolutionnaire, ils apparaissent à nouveau, et l'histoire de la lutte des classes leur donne vie et vérité.

Violette MARCOS-ALVAREZ



Sommaire (partiel) de la revue « Autogestion » scannée :

Les anarchistes et l'autogestion

Présentation : Anarchistes et marxistes, par Yvon Bourdet

Exposés théoriques

Gaston LEVAL :

Conceptions constructives du socialisme libertaire

René BERTHIER :

Conceptions anarcho-syndicalistes de l'autogestion

Tribune Anarchiste Communiste (TAC) :

Les conditions d'une révolution autogestionnaire

L'Espagne libertaire

Présentation : Daniel Guérin

Antonio ELORZA :

Une conception scientifique du communisme libertaire - D. A. de Santillàn.

A. MARTINEZ, G.SUAREZ, B.CASTILLO, D. A. de SANTILLAN :

Rapport du Syndicat des Arts Graphiques de Barcelone

Diego Abad de SANTILLÀN :

Le socialisme libertaire dans la société de l'avenir

Violette MARCOS-ALVAREZ :

Les collectivités espagnoles pendant la Révolution (1936-1939)

Frank MINTZ :

Enseignements de l'autogestion espagnole

G. MUNIS :

Une vision peu connue de la collectivisation espagnole

Les anarchistes russes et les soviets

Présentation : Les anarchistes russes et l'autogestion par Alexandre Skirda

R. ROCKER :

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ?

Piotr ARCHINOV :

Les 2 Octobres

Problèmes constructifs de la Révolution Sociale

VALEVSKY :

La voie de la Révolution sociale

Efim YARTCHOUK :

L'autogestion à Kronstadt en 1917

Les soviets et la défense de la révolution

L'organisation de la production

Nestor MAKHNO :

Le grand Octobre en Ukraine

La lutte contre l'Etat

La conception makhnoviste des soviets

Tract makhnoviste

Qu'est-ce que la Makhnovchtchina ?

Pour des soviets libres

Note du CATS :

Les lecteurs et lectrices susceptibles d'être intéressés par les textes de cette revue consacrés aux rapports entre les anarchistes russes et les soviets peuvent les trouver en ligne ici :

http://anti.mythes.voila.net/a_propos_du_mouvement_anarchiste/russie/anarchistes_russie.html